

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 9 / 20 JANVIER 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE

MARCHAIS, MITTERAND : 2 PROGRAMMES, UN MEME SOUCI : MAITRISER LA CLASSE OUVRIERE POUR S'INSTALLER AU GOUVERNEMENT

En octobre, le P.C.F. lançait, à grand renfort de publicité, son "programme de gouvernement démocratique d'union populaire". La semaine dernière, le "Parti socialiste", pour ne pas rester à la traîne, sortait son "programme socialiste de gouvernement, d'unité populaire". Télé, radio et presse bourgeoise participent activement à cette campagne de la "gauche".

Que viennent donc faire maintenant ces nouveaux gadgets politiques appelés "programme de gouvernement" ?

L'approche des élections législatives de 1975 ne suffit pas à les expliquer. Il y a longtemps que le P.C.F. est devenu une machine électorale et il a déjà "préparé" bien des législatives. Pourtant, jamais jusqu'à présent, il n'avait éprouvé le besoin de brandir, pour la circonstance, l'arme magique du "programme de gouvernement".

C'est que les temps ont changé. Depuis 1968, la crise générale de l'impérialisme et la crise de plus en plus lourde sur la classe ouvrière : intensification du travail, extension massive du chômage, baisse du salaire réel. Cela veut dire que la classe ouvrière affronte des inquiétudes et des souffrances accrues, que sa révolte s'élargit et s'approfondit, qu'elle est amenée à entrer de plus en plus souvent et de plus en plus durement en lutte contre la bourgeoisie.

Cette situation, le P.C.F. est en mesure de l'apprécier et d'en pressentir l'évolution. Mais cette situation, justement, lui pose de graves problèmes : au fur et à mesure que grandit le mécontentement de la classe ouvrière, il est de plus en plus difficile pour le P.C.F. de l'utiliser comme tremplin électoral. D'une part, la classe ouvrière, en étendant le champ de ses revendications, se approfondissant sa révolte, se contentera de moins en moins aisément d'objectifs vagues, de grignotage électoral du genre : "en avant pour les élections ! nous ne les gagnerons peut-être pas mais ce sera toujours ça d'acquis pour la prochaine." D'autre part, les luttes de la classe ouvrière, en se durcissant, en se multipliant, présentent un danger important pour le P.C.F. : les ouvriers, engagés dans ces luttes, risquent, à partir de leur propre expérience, de mettre en doute les capacités des stratèges réformistes du P.C.F. De plus, le P.C.F. craint, s'il ne peut toujours contrôler suffisamment ses

luttes, qu'elles ne gâchent l'année même d'avant les élections, l'image de "Parti de l'Ordre" que le P.C.F. s'emploie à diffuser parmi la petite et moyenne bourgeoisie.

Tout ceci, Antoine Porcu l'a bien compris. Il faut dire qu'il est bien placé pour saisir la gravité du problème : Porcu est secrétaire fédéral de Meurthe et Moselle-Nord. Il a donc, en tant que politicien du P.C.F., à affronter, sur le terrain, la lutte des ouvriers contre le plan de rentabilisation de Wendel, manifestation caractéristique de la crise de l'impérialisme. (voir p. 2)

Écoutons donc Antoine Porcu : "Je me demande si l'annonce des licenciements chez Wendel Sidélor, un an, un an et demi avant les élections législatives est si fortuite que cela. N'a-t-elle pas comme objectif de pousser les travailleurs vers des luttes difficiles et d'arriver d'ici à cinq à six mois à un essoufflement, au découragement politique et à un moment de désespoir au moment des élections législatives qui bénéficierait à la réaction, aux centristes et aux pseudo-réformateurs." (L'Humanité du 11-11-71). Cette énormité (Wendel Sidélor faisant exprès de licencier douze mille ouvriers pour les législatives !) se comprend à condition d'être lue à l'envers : le chômage organisé par Wendel va provoquer la révolte des ouvriers. C'est dangereux : les ouvriers peuvent, à travers les luttes, perdre leur confiance dans les "leaders" révisionnistes. Conclusion : surtout plus de luttes "sauvages" comme en 67, 68 évidemment, et 69, il faut contenir au maximum les luttes. "Je crois, poursuit Porcu, que le Parti Communiste a une grande tâche : expliquer aux travailleurs que leur combativité doit s'exprimer avec force, mais que les formes de la lutte, ne peuvent être les mêmes qu'il y a deux, trois ou quatre ans."

Contenir et contrôler au maximum la révolte ouvrière qui monte, et à la fois utiliser cette révolte comme potentiel électoral. Voilà la contradiction aiguë que le P.C.F. essaie de résoudre en ce moment. Il croit avoir trouvé pour cela un bon truc : le programme de gouvernement. A la révolte ouvrière qui s'amplifie le P.C.F. répond : "C'est vrai vous avez raison, on ne peut plus attendre, se contenter de grignoter par ci par là. Il faut tout changer. Notre programme est fait pour ça : il a tout prévu pour tout changer.

Mais voilà, pour que se réalise ce beau programme, il faut emporter la majorité aux élections, donc rallier d'autres couches". Laissons Porcu achever de définir la "grande tâche du P.C.F." : "il faut... gagner les ingénieurs, les cadres des techniciens qui sont traumatisés par ces fermetures d'usines ; les commerçants, les artisans, les petits industriels, l'opinion publique doivent également être acquis à la juste du combat des sidérurgistes..."

Ainsi face à la montée des luttes de la classe ouvrière, le P.C.F. ne trouve que cette issue : un pas de plus dans la démagogie révisionniste. Il promet maintenant, noir sur blanc et dans le détail, qu'un simple changement de majorité à la Chambre permettra de tout changer pour la classe ouvrière : elle vivra mieux, elle sera libre, elle aura (un peu) le pouvoir etc...

un pas de plus dans la stratégie de subordination de la classe ouvrière aux intérêts de la bourgeoisie et de son personnel d'exécution en particulier : à présent le P.C.F. proclame ouvertement que l'avenir de la classe ouvrière dépend des ingénieurs, cadres, techniciens et d'autres couches. Récemment le P.C.F. a rappelé à la vie ses "cellules d'entreprises" végétatives, pour convoquer une "conférence nationale" : mot d'ordre principal, il faut que les ouvriers du P.C.F. dirigent le gros de leur propagande, programme en main, vers les techniciens, cadres et autres ingénieurs.

Le P.C.F. en est donc arrivé au réformisme déclaré. En cela, il a réalisé, sur le fond, sa fameuse "unité de la gauche", l'unité avec "les socialistes". Il n'y a en effet aucune différence de fond entre le programme de Marchais et

celui de Mitterand. Ce sont 2 variantes d'un seul et même réformisme. P.C.F. et P.S. escomptent tous les deux que la conjoncture de crise amènera prochainement la bourgeoisie à renouveler son personnel politique, à se choisir une façade de "gauche" genre front populaire. Et pour jouer ce rôle d'équipe de rechange, ils ont besoin l'un de l'autre, besoin d'aboutir à une "gauche unie" qui ramasserait le maximum de voix. Telle est la base de l'unité P.C.F.-P.S.

Les disputes entre eux sont secondaires : pour l'un comme pour l'autre, il s'agit seulement d'élargir au maximum, avant mars 73, une clientèle électorale, donc de se mettre en position pour raffer le maximum de portefeuilles. Le P.C.F., fort de son influence dans la classe ouvrière, cherche à pousser du côté de la petite et moyenne bourgeoisie. Mitterand de son côté, rêvant d'un P.S. à la chilienne, implanté dans la classe ouvrière, voudrait ne plus se contenter de son électoral habituel et, agitant le slogan pseudorévolutionnaire d'autogestion, pris à la C.F.D.T. et au P.S.U., cherche à prendre appui dans certaines couches de la classe ouvrière.

P.C.F. et P.S. et tout le reste de l'appareil de propagande bourgeois ne s'arrêtent pas d'énumérer, de souligner, d'examiner à la loupe les différences entre les 2 programmes. Le match entre les 2 champions de la "gauche" occupe ainsi tout le devant de la scène. Pour mieux cacher que le combat est truqué. Sur le fond, les 2 champions sont absolument d'accord : ils entendent simplement changer de gouvernement, s'installer, à la place des U.D.R. dans les fauteuils des députés et des ministres.

Mais changer de gouvernement, cela ne change rien de fondamental pour la classe ouvrière. Quand le gouvernement (députés, ministres, président) change, l'essentiel, l'énorme appareil d'état bourgeois (armée, police, administration), appareil de violence, de contrainte, tenu en main par la classe des capitalistes, ne change pas, lui, et continue à maintenir le système d'oppression, d'exploitation de la classe ouvrière.

Avec l'aggravation de la crise de l'impérialisme, face aux difficultés accrues de la classe ouvrière, le P.C.F. est contraint de jouer de plus en plus ouvertement son rôle de défenseur de l'impérialisme, d'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, d'entrer de plus en plus en contradiction avec la classe ouvrière et notamment avec ses couches les plus exploitées. C'est là la signification du "Programme de gouvernement".

Nous devons retourner contre les révisionnistes les armes qu'ils croient se donner pour maîtriser la classe ouvrière, en ce moment : leur "programme". Montrer que c'est une voix de garage, une tentative pour que la masse de la classe ouvrière accepte son esclavage et adopte l'attitude peureuse et servile de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie qui espère toujours, qu'en se montrant bien sages et dociles, elles obtiendront quelques miettes de plus de leur maître, la bourgeoisie impérialiste française.

Pour la classe ouvrière, il n'y a pas d'émancipation tant qu'elle n'a pas démantelé, par la violence révolutionnaire, l'appareil de violence de ses exploités, tant qu'elle n'a pas instauré l'Etat des ouvriers en armes.

berliet : Capital assassin

Le 12 janvier, Joseph Molina, ouvrier d'entretien à Berliet est tué. Il a été écrasé entre le presse sur laquelle il travaillait et un pont roulant. Son compagnon Louis Berliet, précipité dans le vide d'une hauteur de 10 mètres se fracture la colonne vertébrale : au mieux il restera invalide.

ACCIDENT OU MEURTRE PREMEDITE.

Molina est-il mort par hasard ? La fatalité, l'inattention seraient-elles les causes de "l'accident" ? Est-ce le pontonnier comme veut le faire croire la direction, qui est responsable ? Ou c'est la version Paul Berliet. Mais quel est le criminel qui a ordonné de faire fonctionner le pont, quand deux ouvriers travaillaient sur son chemin ? Quel intérêt à ce que les réparations se

fassent sans arrêter la production si ce n'est celui qui empêche les profits tirés de cette production.

Réaliser ces profits, voilà l'unique préoccupation de Paul Berliet : mais la crise générale qui secoue le monde capitaliste touche particulièrement l'industrie du poids lourd. La bataille des marchés est des plus féroces et Berliet n'y a pas le dessus sur ses concurrents. Pour passer de se faire évincer du marché français par les camions Unie de la Fiat, pour espérer gagner de nouveaux marchés à l'étranger, Berliet n'a qu'une solution : baisser ses coûts de production en faisant rendre le maximum de travail à ses ouvriers.

Intensifier le travail c'est enchaîner encore plus l'ouvrier à sa machine c'est lui faire suer le maximum de profit dans le minimum de temps.

C'est le sens des réductions d'heures qui permettent d'éviter de payer les heures supplémentaires, entre autres aux équipes d'entretien. C'est pourquoi la production quotidienne de Berliet est passée de 110 camions en janvier 71, à 130 aujourd'hui, avec 780 travailleurs en moins. C'est pourquoi à la presse où est mort l'ouvrier, ses camarades ont vu baisser leurs salaires de 15 centimes parce qu'ils ne peuvent tenir les nouvelles cadences imposées. C'est pourquoi au début de janvier 5 travailleurs ont été intoxiqués par de l'hydrogène sulfuré, par absence de mesure de sécurité. Celui qui dans son bureau anime par la soif du profit a consciemment décidé toutes ces mesures : licenciements, réductions d'heures, accélération des cadences, suppression des mesures de sécurité est un criminel qui a prémédité son meurtre.

WENDEL SIDELOR

UN PLAN DE SUREXPLOITATION

Le 27 octobre, le Directoire de Wendel Sidélor rendait public son fameux "plan de restructuration". Cela après avoir, pendant des années, et tout particulièrement ces derniers temps, créé un climat d'incertitude chez les travailleurs, ne serait-ce que par les bruits savamment répandus par les responsables et à moitié démentis par eux.

A l'usine de Micheville à Villerupt (Meurthe et Moselle), les maîtres de forge avaient pris tout un train de mesures applicables dès la fin de septembre 1971. Et 4 semaines plus tard, ces mêmes maîtres de forge annonçaient la condamnation pure et simple de Micheville.

Cette même usine pourtant quelques mois auparavant était honorée par les compliments de Haudebourg, son directeur, qui affirmait que les performances (de production évidemment) n'avaient jamais été aussi bonnes. Il faut savoir que cette usine produit encore plus de la moitié de la production française de rails réputés d'excellente qualité.

Mais déjà au cours du printemps 71, le directoire de Wendel lâchait un ballon d'essai ; il annonçait la suppression de 3000 emplois pour tout le groupe (bassin de Longwy, vallée de l'Orne et de la Fentsch). Dherse eut alors la délicatesse de faire parvenir à chaque sidérurgiste une lettre pour convaincre chacun que tout serait en ordre pour un reclassement etc... Depuis l'annonce du "plan de surexploitation de Wendel", les travailleurs en sont maintenant à leur 3^e lettre de la direction. Autant d'appels au "calme", à la "dignité", à la "raison"... Les travailleurs, à une écrasante majorité, ne sont pas dupes des prétentions grossières des patrons à masquer la réalité. 12.000 emplois supprimés dans la sidérurgie Lorraine, signifient bien extension du chômage, déclassement pour beaucoup d'ouvriers.

LA RESTRUCTURATION DU TRUST

Les grandes lignes de cette "restructuration" indiquent clairement la stratégie du groupe de Wendel Sidélor :

— déplacement géographique du groupe vers le bassin méditerranéen, avec l'implantation de Solmer à Fos-sur-Mer.

Le premier point se traduira par la suppression de 10 000 à 15 000 emplois d'ici à 1975. Les principales localités touchées sont : Villerupt (Micheville), Hayange (Fenderie), Knuttange, Homécourt, Hagondange, Villerupt et Homécourt, localités ne trouvant leur raison d'être que dans la sidérurgie, sont condamnées en tant que telles.

Le deuxième point signifie : automatisation accrue des moyens de production nouveaux, et par conséquent,

compte tenu de la société capitaliste qui est la notre, création d'emplois avec une qualification professionnelle moindre, ce qui revient à obtenir non pas un reclassement, mais un déclassement. D'ailleurs les maîtres de forge feront appel à la main d'œuvre immigrée dont ils faciliteront la venue (par exemple les Turcs).

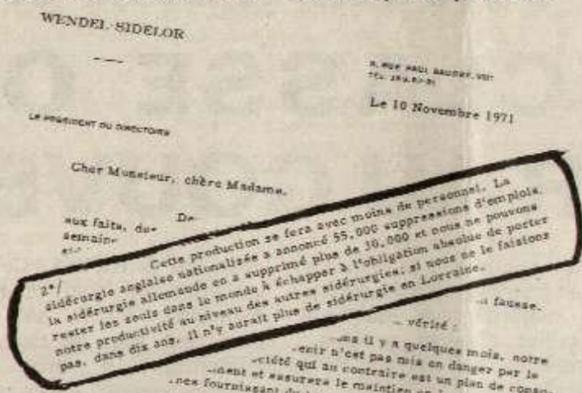
Le 2^e point signifie également : surexploitation impérialiste des mineurs de fer Mauritanien.

En effet, la main mise de la société Miferma (trust d'extraction en Mauritanie à 95 % de capitaux français) s'accroît et l'oppression impérialiste contre le peuple Mauritanien se fait toujours plus féroce. Cela pour satisfaire les appétits jamais assouvis des monopoles capitalistes de l'acier français. Rappelons les grandes grèves de nos frères de classe Mauritanien en 1967 (27 tués par la police), et septembre 1971 à Zouerate et Nouadhibou.

Voilà en fait ce que recouvre le soi-disant progrès du "plan de restructuration" de Wendel Sidélor.

— en France, surexploitation de la classe ouvrière.

— en Mauritanie, oppression impérialiste de plus en plus féroce.



SE RESERVER UNE PORTE DE SORTIE

Mais quelle est au fond la stratégie d'ensemble de la bourgeoisie monopoliste française ? Elle vise à se donner le plus de cartes possible, rentables au maximum et interchangeables suivant les incidents ou "accidents" à venir.

— La Lorraine ne sera pas liquidée, et d'ailleurs la tactique de Wendel Sidélor vise à ménager le minerai de fer Lorrain. En effet, les réserves de minerai calcaire sont prévues pour durer jusqu'en l'an 2000, et c'est pourquoi l'on recommande une certaine modération dans l'exploitation de la minette. A noter que les réserves de minerai siliceux sont énormes, mais celui-ci n'a pas l'heur de plaire à ces M.M. les capitalistes car son traitement entraînerait des frais supplémentaires en combustibles... Il vaut mieux que ces frais supplémentaires soient payés par le peuple Mauritanien. La sidérurgie Lorraine sera une solution de rechange au cas où le peuple Mauritanien décide de gérer ses propres richesses.

— Mais surtout, l'implantation de Solmer à Fos, avec la concentration des autres unités de production en Lorraine va permettre aux monopoles français de se placer à peu près correctement dans la concurrence acharnée que se mènent les loups capitalistes du monde entier. Du moins c'est ce qu'espèrent les maîtres de forge de Wendel Sidélor.

Rentabilisation forcée des moyens de production et de la force du travail, tel est le but avoué du reste sans gêne par Dherse qui condamne l'usine de Micheville parce qu'une tonne d'acier produite là consomme 14 à 15 H. de main d'œuvre, la moyenne du groupe de Wendel se situant aux environs de 12 H. 30. Le but de la restructuration sera d'abaisser cette consommation de main d'œuvre à la tonne à 8 H. 30. Quant à la consommation à Fos-sur-Mer, elle se situera en-dessous de 5 H. Voilà qui parle.

POUR AFFRONTER LA CONCURRENCE SUREXPLOITER LA CLASSE OUVRIERE

Ainsi les capitalistes de l'acier mettent tout en œuvre pour abaisser

les frais de production afin de mieux faire face à la concurrence des autres capitalistes, et surtout Japonais. Et cet aspect sert à justifier les appels des patrons à l'Etat, leur Etat qui financera une part importante du projet de restructuration, sous forme de dépense d'équipement de la région de Fos, et notamment du port. C'est presque 3 milliards de francs nouveaux qui seront dépensés par l'Etat au terme du VI^e plan. Ainsi donc, les ouvriers sidérurgistes auront "le privilège" de financer deux fois l'implantation.

— sous forme de plus value encaissée par les patrons

— sous forme d'impôts versés à l'Etat des patrons.

Le projet de Wendel est pré depuis longtemps (le projet de Fos date de 65). Il entre dans le cadre général de la restructuration de la sidérurgie française : dans une première étape, les fusions ont donné naissance à deux géants : Usinor, Wendel (4^e et 5^e plan. Ensuite a suivi la phase de restructuration (élimination des secteurs non compétitifs, modernisation, construction d'usines nouvelles : Dunkerque, Fos).

Pour les monopoles Français c'est une véritable course de vitesse qui est engagée pour tenter de faire face à la concurrence, cette fameuse compétition qui risque de perdre un jour sa face pacifique. Cela signifie par contre pour la classe ouvrière l'engrenage toujours plus inhumain de l'exploitation, de la surexploitation. Telle est la loi de ce qui se développe dans la société capitaliste.

En finir avec cette logique insensée pour la classe ouvrière, signifie donner à la machine économique un autre but que celui du profit, celui de la satisfaction des besoins du peuple, de la classe ouvrière d'abord. Cela signifie : conquérir le pouvoir politique, cela signifie s'armer pour la conquête de ce pouvoir par la révolution prolétarienne.

EN REGIME CAPITALISTE la machine chasse l'ouvrier

(suite du numéro précédent).

Dans le numéro précédent nous avons examiné pourquoi le capitaliste introduisait le perfectionnement technique dans sa production : nous avons vu que loin d'être guidé par les besoins de la classe ouvrière, par la réduction de la durée de travail, c'était l'appât du profit, la nécessité pour le capitaliste de ne pas laisser prendre par un concurrent la plus value extorquée à ses ouvriers, qui le poussait à augmenter la productivité de son entreprise.

Nous voulons ici envisager d'une part, les moyens qui permettent au capitaliste de moderniser son entreprise, d'autre part les conséquences sur le chômage des ouvriers.

LES MOYENS QUI PERMETTENT LA MODERNISATION

Citons trois moyens qui permettent au capitaliste d'acheter de nouvelles machines, de modifier les procédés de fabrication, de changer l'organisation technique du travail :

— 1^o Le capitaliste, au lieu de dilapider en achat de produits de luxe le profit qu'il a réalisé les années précédentes, en réinvestit une partie dans ses usines en achetant de nouvelles machines et éventuellement (nous y reviendrons) en embauchant des ouvriers supplémentaires. Là un capital supplémentaire est entré dans la production : il y a accumulation du capital.

— 2^o c'est le processus de fusion des capitaux : par exemple quand un capitaliste domine une branche de production au point de priver de profit un certain nombre de ses concurrents, ces derniers sont prêts à faire fusionner leur capital avec le capital dominant et à se contenter de quelques miettes sous forme d'actions ou de sinécures administratives dans la société. La conséquence, c'est qu'un capital beaucoup plus important est sous l'autorité d'un seul centre, le capitaliste qui dominait la branche auparavant. Cela lui permet de répartir de manière différente son capital, de liquider des secteurs qu'il n'estime pas rentables, pour reporter le capital de ces secteurs vers d'autres où il pourra élargir la production, introduire de nouvelles machines. La conséquence pour les ouvriers, c'est que ceux qui sont dans les secteurs liquidés sont jetés dehors sans forcément la perspective d'être embauchés dans les secteurs qui se développent.

chés dans les secteurs qui se développent.

— 3^o l'Etat capitaliste verse aux entreprises des subventions sous des formes diverses. Ces subventions, qui proviennent essentiellement des impôts prélevés sur la classe ouvrière, permettent aux capitalistes d'investir : par exemple le complexe sidérurgique de Fos est réalisé en partie avec de l'argent fourni par Wendel, et en partie sur des subventions de l'Etat. Les "plans de relance de l'économie" imaginés par Giscard-Chaban en ce début d'année, ne visent qu'à fournir aux capitalistes français des subventions plus importantes pour qu'en modernisant leurs entreprises, ils aient une productivité supérieure à celle de leurs concurrents étrangers, et ainsi empêchant une meilleure part du profit mondial extorqué par les capitalistes.

LES CONSEQUENCES DE LA MODERNISATION SUR LA COMPOSITION DU CAPITAL

Ce rapide examen des moyens qui permettent la modernisation, nous a montré que l'un des moyens entraînant directement des licenciements et du chômage ; mais plus précisément quelle conséquence la modernisation a-t-elle sur le nombre d'ouvriers employés dans la production ?

Pour répondre à cela prenons l'ensemble du capital engagé dans la société (le capital social) : il se décompose en deux parties, d'une part les machines, les outils, les matières premières, les locaux (ce que Marx appelle le capital constant), d'autre part la force de travail totale consommée (ce que Marx appelle le capital variable). La partie capital variable du capital social représente la masse des salaires versés aux ouvriers, et donc l'évolution de cette partie variable donne l'évolution du nombre d'ouvriers employés dans la production industrielle.

Comment, avec le progrès technique, évolue la composition du capital, la part du capital variable par rapport au capital constant ? Une constatation qui se vérifie dans chaque branche, c'est que la part de capital constant croît plus vite que la part de capital variable ; cela se comprend aisément : d'un côté la mise en œuvre de nouvelles machines permet d'élargir la production, donc d'utiliser plus de matières premières, ce qui augmente le capital constant ; d'un autre côté, l'in-

roduction de nouvelles machines fait user à chaque ouvrier une part plus importante de capital constant : par exemple il y a 100 ans le rapport constant capital variable dans les travaux publics était une pelle pour un ouvrier. Aujourd'hui il est : une pelle-teuse mécanique pour un ouvrier. Marx appelle le rapport entre capital constant et capital variable, la composition organique du capital. On voit que la composition organique du capital augmente dans chaque branche, et donc aussi celle du capital social.

Dans la suite, nous allons nous placer dans une période où il n'y a pas de crise généralisée de surproduction ni de guerre, c'est-à-dire dans une période où le capital social grandit constamment. Cette question de crises est une question qu'il faudra réexaminer en détail, mais en nous plaçant dans une situation de "prospérité" capitaliste, nous pourrions d'autant mieux démontrer l'affirmation que les ouvriers ont intérêt au développement du capitalisme par le progrès technique.

L'AUGMENTATION DE LA COMPOSITION ORGANIQUE ET LA VARIATION DU NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYES DANS LA PRODUCTION

Prenons d'abord différentes branches de production et examinons à chaque fois la variation du nombre d'ouvriers employés dans la branche en fonction de l'augmentation du capital.

— premiers cas : diminution absolue du nombre d'ouvriers employés.

— ancien capital : 100 000 dont 60 000 de capital constant et 40 000 de salaires (composition organique 1,5).

— nouveau capital : 120 000 dont 90 000 de capital constant et 30 000 de salaires (composition organique 3)

Ici l'augmentation de la productivité a mis sur la pavé 10 000 ouvriers (si on suppose que chaque ouvrier gagne un million par an). Ce cas existe aujourd'hui dans le textile où depuis 5 ans les capitalistes ont complètement modifié les machines et le type de production, et jettent aujourd'hui des dizaines de milliers d'ouvrières de textile sur le pavé. Ce cas existe aussi dans la sidérurgie.

— 2^o cas : augmentation du nombre d'ouvriers employés dans la branche



— ancien capital 100 000 dont 60 000 de capital constant et 40 000 de salaires (composition organique 1,5)

— nouveau capital : 150 000 dont 100 000 de capital constant et 50 000 de salaires (composition organique 2)

Ici 10 000 ouvriers ont pu s'embaucher en supplément aux ouvriers déjà employés. Ce cas existe dans l'automobile où ces dernières années Renault ouvre une nouvelle usine tous les deux ans.

— 3^o cas : stabilisation du nombre d'ouvriers.

— ancien capital : 100 000 dont 60 000 de capital constant et 40 000 de salaires (composition organique 1,5)

— nouveau capital : 120 000 dont 80 000 de capital constant et 40 000 de salaires (composition organique 2)

Ici le nombre d'ouvriers n'a pas varié. Ce cas semble exister aujourd'hui dans l'industrie alimentaire.

Ces trois cas, que l'on retrouve aujourd'hui dans la société capitaliste, expliquent pourquoi, même quand il n'y a pas de crise de production, on voit des usines licencier, d'autres embaucher, sans qu'apparemment on puisse expliquer la différence ; l'intérêt de l'ouvrier n'est nullement lié à la "prospérité" de la société capitaliste : dans son usine "prospérité" peut très bien vouloir dire licenciement pour lui !

Mais quelle est la tendance dans l'ensemble de la société capitaliste ?

Le nombre d'ouvriers augmente-t-il, diminue-t-il, ou reste-t-il stable si on considère toutes les branches de la production ? Les recensements de la bourgeoisie nous fournissent des indications : 4 789 950 ouvriers employés dans l'industrie en 1962 contre 5 119 300 en 1968 soit une augmentation de 70 %. Donc la tendance est à l'augmentation des effectifs ouvriers employés dans l'industrie, augmentation faible devant l'accroissement du capital total dans la société.

Mais pour pouvoir conclure sur les conséquences de la modernisation sur le chômage, il ne suffit pas d'examiner les offres d'emploi faites par les capitalistes, mais aussi les demandes de travail faites par la population, par la classe ouvrière. La variation des demandeurs d'emploi doit tenir compte des départs à la retraite, des jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi, des paysans ruinés que le capitalisme oblige à aller rejoindre les rangs du prolétariat. Il est difficile de chiffrer cette variation, mais pour avoir un ordre d'idées, disons que 400 000 jeunes quittent chaque année l'école à 16 ans, alors que seuls 52 000 emplois nouveaux sont créés chaque année. Ces chiffres attestent que, bien qu'un certain nombre d'emplois nouveaux soient créés par le capitalisme, il se développe une surpopulation qui va constamment en augmentant. Voilà pourquoi nous disons qu'en régime capitaliste la machine chasse l'ouvrier.

LE PROGRAMME DE GOUVERNEMENT DU P.C.F.

CHANGER DE CAP... OU FAIRE LA REVOLUTION...

BEAUCOUP DE PROMESSES

La démagogie cela a toujours consisté pour les exploités, à essayer de persuader les opprimés qu'ils peuvent obtenir monts et merveilles facilement sans luttes, sans sacrifices. Donc qu'ils n'ont pas besoin de lutter.

Dès les premières pages, sans doute parce qu'elles ont plus de chances d'être lues le livre jaune s'empresse d'accumuler promesses sur promesses à l'intention des ouvriers — et notamment des plus exploités.

Mais, si l'on décape le vernis des phrases on s'aperçoit qu'en fait de "vivre mieux", le P.C.F. ne promet pas grand chose de concret à la classe ouvrière. Il ne reste guère, outre "l'ouverture du droit à la retraite à 60 ans" (ce qui est différent de la retraite à 60 ans), que deux choses : le salaire minimum à 1.000 F et le retour aux 40 H par semaine.

Mais ces promesses, n'importe quel parti bourgeois de droite ou de "gauche" est capable, selon les circonstances, de les faire, et même parvenu au gouvernement de les réaliser. Le gouvernement de front populaire, en 1936 avait fait des 40 H une loi. Et le gouvernement Pompidou en 68, a fortement relevé les bas salaires. Mais les ouvriers savent par expérience que ces "lois" que ces mesures spectaculaires ne changent rien à la longue. La loi des 40 H a été presque aussitôt mise en sommeil et depuis plus de trente ans, elle dort encore. Quant au SMIG relevé de 68, chacun sait qu'il a été rapidement "absorbé" par la hausse des prix.

Le P.C.F. a beau, en l'enjolivant de grandes phrases, réduire son pro-

crets, de mesures "démocratiques"... Voilà tout le secret, tout le pouvoir du "gouvernement démocratique".

Nous ne prétendons pas que la "gauche" française ne pourra pas gagner de prochaines élections. Elle l'a bien fait en 1936. Nous ne disons pas que la bourgeoisie française, effrayée par un gouvernement "communiste", réagira violemment par un putsch à la Franco. Un "communiste" comme Thorez a bien siégé au gouvernement, à la libération. La bourgeoisie française a bien vu des gouvernements de "gauche", mais elle n'a été effrayée qu'une seule fois : par le gouvernement des ouvriers armés, par la Commune de Paris il y a cent ans. Nous disons simplement cette vérité : un tel gouvernement de "gauche" n'amènera aucun changement pour la classe ouvrière. Car la réalité du pouvoir ne changera pas de mains.

Car qu'est-ce que le pouvoir ? Des lois, des décrets, des bouts de papier auxquels l'ensemble de la population se conformerait respectueusement, parce qu'ils représenteraient la volonté de la majorité ? Si c'était le cas, alors le P.C.F. aurait raison, et il suffirait d'élire de bons députés pour faire de bonnes lois et tout irait mieux. Mais c'est un conte de fées. N'importe quel homme du peuple comprend par expérience que si on obéit à la "loi", c'est que derrière la "loi", il y a les policiers, les prisons et l'armée. Une grève et c'est les C.R.S. Mai 68, et ce sont les chars aux abords de Paris, de Gaulle allant s'assurer en Allemagne que Massu tient bien en main ses mercenaires. Derrière "la loi", il y a tout un appareil organisé d'hommes armés pour

s'est formée dans les guerres coloniales, dans la répression des révolutionnaires, des patriotes indigènes et des métropolitains qui les soutenaient ! Pour n'importe quel militaire de carrière il est évident que l'armée doit être prête à réprimer impitoyablement les "rouges", c'est-à-dire les révolutionnaires et la classe ouvrière en général. L'ossature de l'armée française actuelle a été constituée principalement dans le cours des guerres coloniales : Indochine, Algérie, entraînée sur le terrain à la répression des

nées 30, le régime pétainiste de Vichy qu'elle a servi avec zèle, les "ratonnades" en France et les missions en Algérie, ont solidement implanté en elle une hiérarchie, des idées, et une pratique fasciste. Chaque jour en apporte la preuve.

Mais le P.C.F. dissimule complètement cette évidence. Comme la bourgeoisie (voir la dernière opération dialoguée avec la population), comme "la Cause du peuple" avec sa récente découverte des "policiers citoyens", le P.C.F. entretient la fable d'une po-

pour faire prévaloir ses intérêts ? La bourgeoisie ou le prolétariat ? Le P.C.F. ne pose plus la question : il a choisi. Il souhaite et il prône le maintien de l'esclavage pour la classe ouvrière. Car il est absurde de parler de la moindre liberté, de la moindre parcelle de pouvoir pour la classe ouvrière, et encore plus absurde de prétendre "passer au socialisme", aussi longtemps que pèse sur la masse désarmée des ouvriers l'appareil armé des soldats et des policiers au service de la bourgeoisie.

PASSAGE PACIFIQUE AU SOCIALISME OU REVOLUTION PROLETARIENNE ARMEE ?

Pour nous, cet appareil armé de la bourgeoisie, il faut absolument que la classe ouvrière le désagrège, le démantèle, le brise et qu'il n'en reste rien. Or, comment briser cet appareil de violence sinon par la violence révolutionnaire ? L'expérience des révolutions prolétariennes nous l'enseigne : il faut, en France comme ailleurs, préparer la classe ouvrière à prendre les armes, le moment venu, à affronter les forces armées de la bourgeoisie pour les briser. Bien sûr les soulèvements armés du prolétariat ne se déclanchent pas à n'importe quel moment, sur commande. Ils ne peuvent être que l'aboutissement d'une situation de crise et de conflits de classe aigus, d'une situation révolutionnaire. Bien sûr, l'armement du prolétariat ne se fait pas généralement d'un coup, le jour du "grand soir", mais selon un processus étroitement lié à la situation de crise : mutineries d'unités de l'armée régulière, constitution de milices d'autodéfense, de maquis contre l'occupant étranger etc... Il n'est pas possible de prévoir, maintenant, quand et comment le prolétariat s'armera en France, pour la révolution, pour vaincre, mais il est absolument nécessaire d'éduquer, de préparer, d'organiser, dès maintenant, le prolétariat dans ce but : "la nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée — et précisément celle-là de la révolution violente, est la base de toute la doctrine de Marx et d'Engels" (Lénine — l'Etat et la Révolution)

A LA SORTIE DE BERLIET : UN OUVRIER REVOLUTIONNAIRE KIDNAPPE ET BLESSE PAR LES FLICS

Xavier Mézerette, ouvrier récemment licencié des usines Berliet pour ses idées et son action révolutionnaires, vient d'être victime d'une agression. Il attendait des camarades devant l'usine Berliet, quand trois flics en civil se sont précipités sur lui, l'ont frappé à coups de crics, attaché par des menottes à un poteau ; puis traîné, malgré ses blessures, de commissariat en commissariat. A l'hôpital, où il est resté une nuit, menottes aux mains et sous la surveillance de huit flics, les médecins ont constaté un traumatisme crânien et lui ont donné 21 jours d'incapacité de travail. Naturellement, comme toujours dans ces cas-là, Mézerette est inculpé de rébellion et coups et blessures ! Voilà le traitement réservé par la bourgeoisie aux révolutionnaires. Voilà la police que vous vous proposez d'utiliser telle quelle, sans la modifier, messieurs du P.C.F.

masses. Ses cadres ont été soigneusement choisis, éduqués, vérifiés et récompensés dans ce but par la bourgeoisie. Les plus hauts gradés sont étroitement liés le plus souvent, par toutes sortes de liens (argent, famille etc...) à la grande bourgeoisie.

Ce sont des vérités trop connues et un peu gênantes quand même pour un gouvernement qui se voudrait "démocratique". Comment faire alors pour que l'armée change de cap ? Le P.C.F. a trouvé : une loi ! — "L'ar-

lice pleine de bonne volonté dans son ensemble, mais qui serait dévoyée par le "pouvoir actuel", "empêchée de remplir efficacement son rôle de protection des personnes" (p. 129). En résumé, les milliers de flics des diverses polices n'auraient d'autres desirs que de faire passer les enfants des écoles sur les passages cloutés, mais seraient contraints de matraquer les jeunes, les manifestants, les grévistes, de faire la chasse aux ouvriers Algériens et de les assassiner. Donc pour le P.C.F., il faut conserver soigneusement, telle quelle, la police actuelle. Il suffira que le gouvernement "démocratique" déclare : "le rôle de la police doit être de veiller, dans le respect du service public, à l'exercice des libertés et d'assurer la sécurité des personnes", pour que des dizaines de milliers de flics perdent aussitôt "leurs mauvaises habitudes" !

On le voit, le P.C.F. évite comme la peste de poser la question clé : quelle classe aura le pouvoir ? Quelle classe aura les moyens d'exercer la contrainte, la violence sur ses ennemis

SEGUY ET LES JEUNES une vaine tentative de récupération

Mai 68 : une large frange de la jeunesse intellectuelle, portée par la tempête révolutionnaire, essaie de se lier avec la masse ouvrière de Renault Billancourt, qui symbolise pour elle la force du prolétariat. Elle s'y rend avec l'idée plus ou moins claire que la classe ouvrière est la seule classe capable de mener la révolution jusqu'au bout. La C.G.T. se démène alors pour tenter de dresser une barrière entre étudiants et ouvriers. Quelques jours après, Séguy venu présenter les résultats de Grenelle se fait copieusement siffler et couvrir la parole.

Janvier 72 : Séguy croit le moment venu d'effacer ce cauchemar, de prendre sa revanche. En période de relative accalmie il trie sur le volet 200 jeunes ouvriers de la C.G.T., 200 étudiants de l'U.N.E.F., et 200 lycéens de l'U.N.C.A.L., il réunit ces échantillons avec la bénédiction du P.D.G. Dreyfus dans les locaux du comité d'entreprise à Billancourt pour qu'ils écoutent son grand discours triomphal : "nous pouvons à présent revivifier les rapports d'amitié et de coopération fructueux qui ont toujours existé entre l'U.N.E.F. et la C.G.T. jusqu'au moment où des éléments irresponsables parvinrent à la saper". C'est le grand pardon, il lance un appel aux "désabusés", aux "isolés", aux "étudiants dont l'élan de générosité révolutionnaire en mai 68 a pu être intercepté par des groupes gauchistes" et qui ont été "traumatisés par les réalités qui suivirent la tempête".

Est-ce une victoire ? C'est vrai que le P.C.F. est capable de mobiliser des franges de la jeunesse ouvrière : en mai 71 pendant la grève de Renault Le Mans, il pouvait se permettre, tout en sabotant la grève, de former des commandos de jeunes cégétistes pour chasser les révolutionnaires qui tentaient d'approcher l'usine ! C'est vrai que le P.C.F., inexistant dans le mouvement lycéen et largement discrédité juste après mai 68, a renversé la situation : il a réussi à amalgamer les

jeunes, étudiants ou lycéens, découragés par le mouvement révolutionnaire, à ceux qui ne se soucient de pouvoir faire des études dans de "bonnes conditions", que d'apprendre un "métier d'avenir".

Ce faisant, ils ont su exploiter les erreurs spontanistes qui ont dominé le mouvement révolutionnaire après mai 68 : confusion entre révolte et révolution, illusion de la révolution immédiate, méconnaissance des tâches d'éducation politique et d'organisation du prolétariat.

Mais les révisionnistes ont-ils la capacité de duper longtemps cette partie de la jeunesse et particulièrement la jeunesse ouvrière ? Quels objectifs leur propose Séguy ? Essentiellement qu'ils se mobilisent ensemble pour la formation professionnelle. Cela veut dire que le jeune ouvrier doit réclamer au capitalisme qu'il puisse apprendre une qualification, mais aussi, il doit réclamer pour le jeune "élève-ingénieur" qu'il puisse mieux apprendre son métier ! Double duperie : d'un côté faire croire au jeune ouvrier que le régime capitaliste peut lui consentir la formation professionnelle, ce qui est justement le contraire de la tendance du capitalisme ; d'un autre côté, il fait lutter le jeune ouvrier pour que d'autres jeunes trouvent dans la production un poste où ils opprimeront la classe ouvrière (ingénieur, technicien).

De tels objectifs d'unité peuvent permettre provisoirement au P.C.F. de tromper une frange de la jeunesse, d'organiser en mai 72 sa manifestation anniversaire sur la formation professionnelle ; mais ces objectifs ne pourront que se retourner contre lui quand la jeunesse ouvrière prendra conscience du rôle que les révisionnistes veulent lui faire jouer. D'autant plus que la faillite du spontanéisme n'a pas uniquement conduit des jeunes dans le sillage du P.C.F., elle a aussi permis que ceux qui en ont tiré les leçons affrontent aujourd'hui le révisionnisme avec de nouvelles armes.



Pour la bourgeoisie aussi...
...le pouvoir est au bout du fusil.

gramme "social" au minimum acceptable par la bourgeoisie : les 40 H, pas de salaire à moins de 1.000 F, il n'empêche que même ces maigres promesses posent, pour les ouvriers, la question du pouvoir : en quoi ce "gouvernement démocratique" sera-t-il différent des autres, différent du Front Populaire de 1936 ? En quoi aura-t-il le pouvoir de liquider définitivement la tendance à l'allongement de la journée de travail, à l'abaissement du salaire ?

...MAIS QUELLE CLASSE AURA LE POUVOIR ?

D'où le "gouvernement démocratique" tirera-t-il donc ce pouvoir jamais obtenu d'aucun gouvernement ? Marchais croit s'en tirer avec une belle phrase : "un grand mouvement majoritaire capable de battre le pouvoir du grand capital" (page 26). Cela veut dire ni plus ni moins : des élections législatives installent à l'assemblée une majorité de députés de "gauche" (P.C.F. + socialistes + divers). L'assemblée investit un ministère de "gauche". Assemblée et ministère fabriquent toutes sortes de lois, de dé-

exercer la violence de la classe dominante contre les exploités, contre la classe ouvrière. Et l'autorité de ce gigantesque appareil bureaucratique qu'on appelle l'Etat, depuis les ministres jusqu'au maître d'école et au guichetier de la sécurité sociale, n'a rien de mystérieux : elle a sa source unique dans cet appareil d'hommes armés, prêts à "faire respecter la loi" de la bourgeoisie. Telle est la conception matérialiste, marxiste-léniniste du "pouvoir" de l'Etat.

QUELLE CLASSE AURA LE FUSIL ?

Or, le "gouvernement démocratique" imaginé par le P.C.F. promet de toucher à beaucoup de choses — sauf précisément à l'essentiel, à l'appareil de violence de la bourgeoisie. Sur ce sujet précisément, le livre jaune reste extrêmement discret, rapide et peu imaginaire. Regardons de plus près : et d'abord le noyau dur, l'armée. L'armée bourgeoise française n'a pax cessé de s'illustrer depuis le début du XIX^e siècle jusqu'à nos jours, par une longue série de répressions féroces contre la classe ouvrière. De plus elle

mée sera exempte des missions de maintien de l'ordre public, objet propre des forces de police complètement séparées de l'armée, et ne participera plus à des missions de caractère coloniales et impérialiste" (p. 234). Et le tour est joué ! A qui fera-t-on croire que l'appareil de l'armée obéit aux lois ? Quand les généraux d'Algérie, il y a quelques années, ont porté de Gaulle au pouvoir, puis ont essayé de le renverser, ils n'en ont demandé l'autorisation à aucun gouvernement "démocratique" ou pas.

Bien plus, détail significatif, "les forces d'intervention", fer de lance de l'armée néo-coloniale française, toujours prêtes à casser du nègre ou du malgache "seront refondues dans les autres unités de l'armée d'active" (p. 234). Le livre jaune conclut, très satisfait : "Ainsi prendra force l'union réelle de la nation et de l'armée" !!!

De même pour la police. La police française, depuis très longtemps, est éduquée et entraînée pour réprimer principalement la classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire. Les an-

CHEN YI

HEROS DE LA REVOLUTION

Le camarade Chen Yi est mort à 71 ans, après une vie entière au service de la révolution.

Comme Chou En Lai et beaucoup d'autres révolutionnaires Chinois, il a commencé à lutter en France en 1919. La Chine était alors systématiquement pillée par les impérialistes français, anglais et américains, et beaucoup de Chinois obligés de s'expatrier pour vivre. En France, il a travaillé dans plusieurs usines, avant d'être expulsé en 1921. Il faisait partie de cette armée des travailleurs émigrés que les patrons surexploient, renvoient ou rappellent selon leur bon plaisir. Cet homme qu'ils méprisaient quand il était derrière sa machine, chez Michelin, les patrons et leur gouvernement l'ont retrouvé en face d'eux, à la tête du ministère des affaires étrangères de la Chine Rouge, aux premières lignes du combat contre l'impérialisme. Qu'ils se méfient, parce que Chen Yi a aujourd'hui en France des milliers de frères de classe, les ouvriers immigrés algériens, Turcs, Portugais... Un jour ils les retrouveront en face d'eux, et ce sera la fin de leur règne.

Chen Yi rentré en Chine, le parti communiste et le peuple chinois allaient en faire un de leurs dirigeants. Il combattit d'abord sur le front principal, le front militaire, et devint un des chefs de l'Armée Rouge. Puis une fois le pouvoir pris par les armes, c'est en tant que maire de Changai, puis ministre des affaires étrangères, qu'il a participé à la construction de la Chine socialiste. Jeune intellectuel devenu ouvrier, où a-t-il puisé la force et l'expérience nécessaire pour remplir des tâches aussi importantes et aussi variées ? Sa force était celle du peuple chinois dirigé par son parti communiste avec à sa tête Mao-Tsé-Toung ; sa science, c'était le marxisme-léninisme, science de la révolution ; son expérience c'était celle des ouvriers et des paysans chinois. La bourgeoisie forme ses spécialistes dans des écoles et des académies, le prolétariat forge ses dirigeants dans le feu de la lutte de classe. Camarade Chen Yi nous suivrons ton exemple.



L'U.R.S.S. POIGNARDE DANS LE DOS LE PEUPLE CAMBODGIEN

"Il serait difficile pour l'U.R.S.S. de refuser d'aider le Vietnam du nord, pays socialiste. Mais j'ai vu ce qu'elle lui donne : les avions, les missiles, les radars... C'est du matériel qui n'est pas moderne. Les russes n'ont pas donné à Hanoï le quart de ce qu'ils ont donné à l'Egypte, pourquoi ? Parce que les russes ne veulent pas que Hanoï remporte la victoire. Ils leur donnent l'indispensable pour ne pas perdre la guerre, mais pas assez pour la gagner, bien qu'ils en aient les moyens. Je pense que les russes ne veulent pas que les peuples asiatiques soient trop forts".

Norodom Sihanouk



En faisant cette déclaration, Sihanouk, a frappé dans le mille. Les soviétiques se sont sentis immédiatement visés, ils ont senti glisser le masque de glorieux combattant anti-impérialiste qu'ils maintiennent encore à grand peine sur leur face de traites. Ils ont aussitôt chargé un de leur plumeux officieux de la "Litératournaïa Gaziéta" de redorer le blason. Tâche difficile sinon impossible. Quand l'U.R.S.S. claironne sur tous les toits qu'elle possède l'arme absolue, le missile capable d'atteindre n'importe quel avion, n'importe où, comment cacher qu'il n'y en a pas au Vietnam. Notre malheureux plumeux est obligé de s'en tirer par la piroquette habituelle "anti-soviétisme - anti-communisme" : ça lui évite toute l'encre et la sueur qu'il aurait dû dépenser pour prouver que l'U.R.S.S. était encore socialiste. Et, bien entendu, il termine en voyant derrière Sihanouk la main de Pékin : on comprend que, avec l'exemple soviétique, il ait du

mal à imaginer un pays socialiste laissant ses alliés libres de déterminer leur politique...

Au milieu de ce fatras de redites, on trouve des nouveautés. Sihanouk serait raciste parce qu'il oppose les peuples jaunes aux peuples blancs. Décidément, les soviétiques ont la mémoire courte, et beaucoup de culot... Aurait-ils oublié qu'au moment de l'agression soviétique dans le nord de la Chine, un poème faisait la une des journaux soviétiques. Et,

entretenir des relations diplomatiques avec la clique Lon Nol, installée par la C.I.A. à Phnom Penh, et va même jusqu'à lui accorder une Aide Financière : les soviétiques, comme les américains, financent la lutte de Lon Nol contre les patriotes cambodgiens du Funk. Décidément, il devient de plus en plus difficile pour les révisionnistes de se faire passer pour révolutionnaires : leur masque se déchire, leur politique contre-révolutionnaire suinte par toutes les fures.

Quant au morceau de bravoure, on en reste assis. Sihanouk serait vexé d'être considéré par les soviétiques simplement comme président du Front Uni National du Kampuchéa et non pas comme roi du Cambodge. On atteint là les sommets encore inviolés du culot. Sihanouk se moque pas mal d'être roi ou pas, mais il exige d'être considéré comme chef du gouvernement légitime du Cambodge, le Gouvernement Royal d'Union nationale du Kampuchéa, et pas seulement comme dirigeant des forces patriotiques, du Funk. Cela, les soviétiques ne peuvent pas le dire, car l'U.R.S.S. ne l'a toujours pas reconnu officiellement. Depuis mars 70, l'U.R.S.S. persiste à

SOUSCRIPTION

Dans le dernier numéro nous avons expliqué pourquoi nous entreprenons de faire paraître Front Rouge chaque semaine. Si les conditions politiques se réalisent, il s'agit aussi de réunir les conditions matérielles, c'est-à-dire principalement de pouvoir assurer financièrement la parution hebdomadaire du journal. Les marxistes-léninistes qui font paraître Front Rouge comptent sur leurs propres forces et sur celles des lecteurs du journal. Cela veut dire :

- que les diffuseurs du journal acquittent chaque semaine le montant des journaux vendus ;

- que les lecteurs de Front Rouge, ses amis, souscrivent. Les charges d'un hebdo sont très lourdes, ne serait-ce que parce que Front Rouge est diffusé par les N.M.P.P. qui s'approprient une partie du produit des

ventes. La souscription est donc absolument nécessaire pour assurer le complément. Ce que nous demandons aux amis de Front Rouge, c'est de fournir régulièrement de l'argent. Le montant de la somme versée dépend surtout du salaire que touche le lecteur, mais la régularité de ce versement ne dépend que de l'importance qu'il accorde à l'existence d'une presse communiste hebdomadaire, que de l'accord avec la manière dont Front Rouge entend mener la lutte contre le révisionnisme et la bourgeoisie impérialiste : nous demandons aux lecteurs en accord avec la ligne qui s'exprime dans Front Rouge de traduire cet accord par un versement régulier (mensuel) au journal. Que chaque lecteur se dise que si les milliers de lecteurs de Front Rouge souscrivaient 10 F, le problème matériel pourrait être considéré comme résolu.

Abonnements :		
CCP Front Rouge - 204-51 Lyon		
France	1 an	20 F
	6 mois	10 F
Etranger	1 an	40 F
	6 mois	20 F

ERIM A LA PORTE

Le 19 janvier, Erim, premier ministre de la clique fasciste au pouvoir en Turquie, débarquait à Paris. Le fasciste Erim, soutenu à bout de bras par l'impérialisme américain, ne se maintient au pouvoir que par une répression sanglante (voir Front Rouge n° 7). Au moment même où il débarque à Paris, il fait condamner à mort 3 révolutionnaires accusés d'avoir enlevé des militaires américains, ces mêmes militaires U.S. qui ont transformé la Turquie en une base de l'OTAN.

Que vient donc chercher en France le bourreau Erim ? D'abord une aide encore plus importante du gouvernement français dans la répression du peuple Turc. Déjà des "experts" français sont allés étudier en Turquie les moyens d'appliquer la loi anti-casseurs : Erim profite ainsi de l'expérience anti-révolutionnaire de la bourgeoisie française. Mais c'est surtout à la porte d'un des premiers marchands d'armes du monde que vient frapper Erim : des négociations sont en cours pour l'achat d'avions à réaction et de vedettes lance-missiles, les mêmes que celles que possèdent déjà les colonels Grecs. Les marchands de canon français s'engraissent grâce aux régimes fascistes.

Des capitaux français sont déjà investis en Turquie : Renault y monte une firme Oyak. Aujourd'hui Erim veut vendre aux capitalistes français de la main d'œuvre à bon marché. L'économie Turque, sous la dépendance de l'impérialisme U.S., bat de l'aile. L'exploitation des travailleurs immigrés, en réduisant le nombre de chômeurs, et en faisant rentrer des devises étrangères, est une excellente affaire pour le régime Turc. Quant aux capitalistes français, il est inutile de revenir sur le profit qu'ils en tirent, sans compter qu'en multipliant le nombre des nationalités parmi les travailleurs immigrés, ils y maintiennent la division. Il y aurait en France environ 20.000 immigrés Turcs. On sait qu'ils seront nombreux chez Wendel à Fos, et il y a gros à parier que Pompidou signera avec Erim un accord lui permettant d'augmenter ou de diminuer à volonté ce nombre, suivant les besoins de l'économie capitaliste.

- SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE TURC EN LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME U.S. ET SES VALETS FASCISTES

- A BAS LA COLLUSION DES IMPERIALISTES FRANCAIS ET DES FASCISTES TURCS.



Combattants de l'Armée de Libération Cambodgienne : ils ne reçoivent aucune aide de l'U.R.S.S.

3 B52 détruits en Thaïlande : Un précieux appui aux peuples d'Indochine

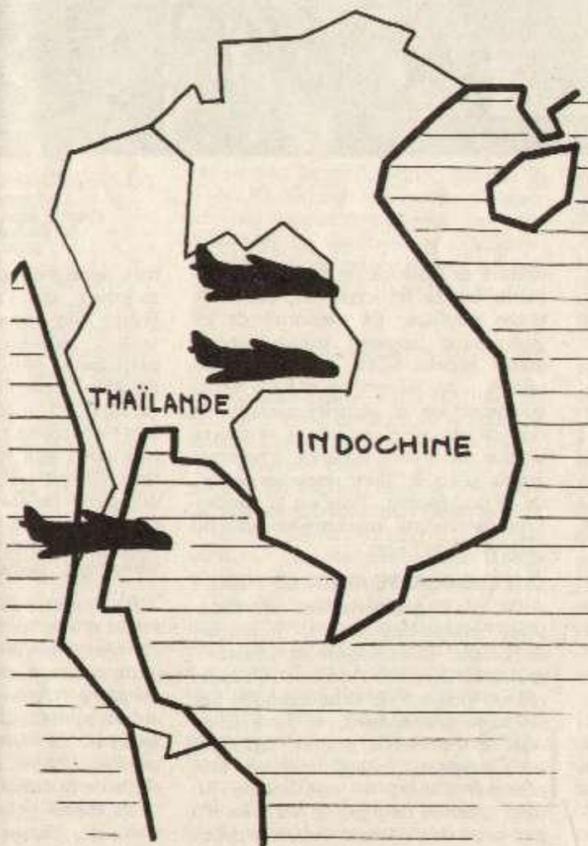
Alors que l'offensive des forces révolutionnaires indo-chinoises grandit sur tous les fronts, ce qui oblige les américains à répartir à nouveau et dans la panique leurs forces, l'armée populaire de libération de Thaïlande entre avec vigueur dans la lutte anti-US aux côtés des peuples indo-chinois.

La Thaïlande a été transformée par les yankees en un gigantesque arrière où sont concentrés les super-bombardiers B 52. Ils n'ont jamais osé installer ces bases de bombardiers au Vietnam même : ils n'y sont en sûreté nulle part. Après avoir utilisé longtemps l'île de Guam dans le Pacifique située à 5000 km des côtes de l'Indochine, ils ont décidé progressivement de faire de la Thaïlande le pivot de leur système militaire au Sud-est asiatique, en y installant trois bases de B 52, ce qui, évidemment permet des bombardements plus rapides et rapprochés. Deux bases sont installées dans le Nord-est : Ubon et Udorn, une dans le sud Utapao qui vient d'être attaquée par l'armée populaire. Ce n'est pas là la première attaque. En 68 et 69, les bases d'Ubon et Udorn l'avaient déjà été. L'attaque de la base d'Utapao marque une progression dans la lutte : les maquis étaient importants dans

le Nord Est mais beaucoup moins jusqu'à maintenant dans le sud. Quand on connaît l'ampleur de cette base, on juge un peu mieux l'importance du succès. Cette base abrite 45 B. 52, 6000 militaires US y sont employés. On devine aisément le système de protection. Y pénétrer représente déjà un tour de force. Y endommager trois B. 52 dont un complètement détruit, est un sale coup pour les américains, quand on connaît la puissance de feu de ces engins et le rôle qu'ils jouent dans le pilonnage du Vietnam. Ces B. 52 décollent jour et nuit, emportant chacun des réserves de 32 tonnes de bombes. Ce sont eux qui font ces bombardements en tapis qui détruisent des forêts, des rizières, des villages. Volant par groupe, entre 14 000 et 15 000 mètres de hauteur, ils sont inattaquables par une DCA classique. Les révolutionnaires indo-chinois n'ayant pas à leur disposition actuellement un armement ultra-moderne, il n'est donc possible de les détruire qu'au sol. L'attaque des maquisards thaïlandais est donc d'envergure et fait actuellement réfléchir les américains. Ils ont un besoin vital de ces bases pour leur entreprise de pilonnage, et maintenant, plus que jamais, pour riposter à une offensive

qu'ils voient s'organiser ; par ailleurs, ils ne peuvent pas se permettre de faire de la Thaïlande un nouveau front de lutte. Ces bases de B. 52 à l'arrière du conflit, s'y trouveraient en plein cœur : nouvel effondrement, nouvelle panique. Si les attaques de l'armée populaire se répètent, ils s'y trouveraient contraints. Or le développement grandissant de la lutte du peuple Thaï, sous la direction du P.C. de Thaïlande montre que cette attaque n'est pas un hasard. Aux côtés de l'armée populaire de libération, un vigoureux mouvement de masse s'est développé en Thaïlande aussi bien chez les paysans que chez les ouvriers.

Cette entrée en force dans la lutte du peuple thaï est un puissant soutien aux peuples d'Indochine. Bien sûr, parce qu'ils ouvrent un nouveau front, où les impérialistes US devront disposer des forces, donc en dégager d'Indochine. Mais surtout, parce qu'en frappant les bases de B. 52, ils affaiblissent considérablement les forces US : moins de bombardements, donc une activité plus intense pour les patriotes indo-chinois. C'est cela surtout qui inquiète les impérialistes US : l'unité de combat grandissante des peuples d'Asie et d'Indochine.



Bases de B52 US en Thaïlande.